

Décret n° 96-555 du 21 juin 1996 fixant la liste des espaces naturels protégés à destination desquels est perçue la taxe sur les passagers maritimes prévue par l'article 285 *quater* du code des douanes

NOR : ENVN9640035D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'environnement,

Vu le livre II (nouveau) du code rural, et notamment ses articles L. 241-1, L. 242-1, L. 243-1 et suivants ;

Vu le code des douanes, et notamment son article 285 *quater* ;

Vu la loi du 2 mai 1930 relative à la protection des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque ;

Vu le décret n° 63-1235 du 14 décembre 1963 créant le parc national de Port-Cros ;

Vu les décrets n° 75-1128 du 9 décembre 1975 portant création de la réserve naturelle de Scandola (Corse), n° 82-7 du 6 janvier 1982 portant création de la réserve naturelle des îles

Lavezzi (Corse-du-Sud), n° 82-1246 du 23 décembre 1982 portant création de la réserve naturelle François-Le Bail (Morbihan), n° 86-53 du 9 janvier 1986 portant création de la réserve naturelle du Banc d'Arguin (Gironde), n° 92-1157 du 12 octobre 1992 portant création de la réserve naturelle d'Iroise (Finistère) ;

Vu les décrets du 18 octobre 1973 portant classement des sites de l'archipel de Glénan et de l'île aux moutons, du 4 décembre 1974 portant classement du site de Porto et Girolata, du 5 novembre 1976 et du 22 juillet 1977 portant classement des sites de l'île de Groix, du 22 novembre 1977 portant classement des sites de l'archipel de Molène, du 15 janvier 1978 portant classement des sites de Belle-Ile, du 13 juin 1979 portant classement des sites de l'île d'Hœdic, du 8 août 1979 portant classement des sites de l'île d'Ouessant, du 7 janvier 1980 portant classement des sites de l'île de Sein, du 31 janvier 1980 portant classement des sites de l'archipel de Houat, du 30 juin 1980 complétant les arrêtés du 13 juillet 1907, du 14 février 1929, du 9 mai 1940, du 26 mars 1980 portant classement des sites de l'île et de l'archipel de Bréhat, n° 88-632 du

5 mai 1988 portant classement des sites de l'île de Porquerolles, du 14 mai 1991 portant classement des sites de Terre de Haut, du 3 mai 1995 portant classement des sites de l'île d'Yeu complétant les arrêtés du 23 juin 1938 et du 10 septembre 1935 ;

Vu le décret n° 96-25 du 11 janvier 1996 relatif à la taxe sur les passagers maritimes embarqués à destination d'espaces naturels protégés ;

Vu les arrêtés du 18 avril 1974 portant classement en réserve naturelle d'une partie de l'île de Saint-Nicolas-de-Gléan et du 18 octobre 1976 portant création de la réserve naturelle dite « des Sept-Iles » (Côtes-du-Nord) ;

Vu les arrêtés du 17 mars 1930 portant classement des sites de l'île Sainte-Marguerite, du 17 septembre 1941 portant classement des sites de l'île Saint-Honorat, du 12 juillet 1974 portant

classement des sites des îles des Sanguinaires et de la pointe de la Parata, du 24 mai 1976 portant classement des sites des îles Chausey et du 25 août 1980 complétant l'arrêté du 2 juin 1935 portant classement des sites de l'île d'Aix,

Décète :

Art. 1^{er}. – La taxe prévue à l'article 285 *quater* du code des douanes et due par les entreprises de transport public maritime est perçue à l'occasion de l'embarquement des passagers à destination des espaces naturels protégés ou des ports les desservant exclusivement ou principalement qui figurent dans le tableau ci-après. Pour chacun de ces espaces, le tableau précise la ou les personnes publiques dont le budget bénéficie du produit net de la taxe ainsi que, le cas échéant, la répartition de ce produit entre elles.

LISTE DES ESPACES PROTÉGÉS ET DES PORTS LES DESSERVANT exclusivement ou principalement	PERSONNES PUBLIQUES BÉNÉFICIAIRES du produit net de la taxe	PART DU PRODUIT net de la taxe revenant à chaque personne publique
1. Parcs nationaux		
Parc national de Port-Cros : îles de Port-Cros, de Bagaud et de la Gabinière. Port de Port-Cros.	Etablissement public chargé du parc national de Port-Cros.	100 %
2. Réserves naturelles		
Réserve naturelle du Banc d'Arguin.	Commune de La Teste-de-Buch.	100 %
Réserve naturelle de la presqu'île de Scandola.	Syndicat mixte du parc naturel régional de Corse.	100 %
Réserve naturelle des îles Lavezzi.	Commune de Bonifacio.	100 %
3. Sites naturels classés au titre de la loi du 2 mai 1930		
Sites classés de l'archipel des îles Chausey.	Commune de Granville.	100 %
Sites classés de l'île de Bréhat et port de Bréhat.	Commune de l'île de Bréhat.	100 %
Sites classés de l'île d'Ouessant et port de Lampaul.	Syndicat mixte du parc naturel régional d'Armorique.	100 %
Sites classés de l'île de Sein et port de l'île de Sein.	Syndicat mixte du parc naturel régional d'Armorique.	100 %
Sites classés de l'île d'Yeu, port-Joinville et port de la Meule.	Commune de l'île d'Yeu.	100 %
Sites classés de l'île de Porquerolles et port de Porquerolles.	Etablissement public chargé du parc national de Port-Cros.	100 %
Sites classés de l'archipel des îles de Lérins, îles Sainte-Marguerite et Saint-Honorat.	Office national des forêts.	100 %
Sites classés de Porto et Girolata.	Syndicat mixte du parc naturel régional de Corse.	100 %
Sites classés des îles Sanguinaires.	Département de Corse-du-Sud.	100 %
Sites classés du Pain de Sucre et de baie de Pont-Pierre à Terre-de-Haut.	Commune de Terre-de-Haut.	100 %
4. Terrains du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres		
Île Tatihou.	Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.	100 %
Île-aux-Moines du golfe du Morbihan.	Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.	100 %
Désert des Agiates et plage du Loto.	Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.	100 %
Îlet de Petite-Terre.	Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.	100 %
Îles du Salut.	Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.	100 %
5. Espaces naturels bénéficiant de plusieurs protections		
Espaces terrestres et marins classés en réserve naturelle dite des Sept-Iles et terrains du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres de l'île-aux-Moines de cet archipel	Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.	100 %
Espaces terrestres et marins classés au titre de la loi du 2 mai 1930 et territoires classés de la réserve naturelle d'Iroise situés dans l'archipel de Molène et port de Molène.	Syndicat mixte du parc naturel régional d'Armorique.	100 %
Espaces terrestres et marins classés au titre de la loi du 2 mai 1930 et territoires classés de la réserve naturelle de Saint-Nicolas-de-Gléan situés sur l'archipel de Gléan, ainsi que le port de l'île de Saint-Nicolas.	Département du Finistère.	100 %
Espaces terrestres et marins classés au titre de la loi du 2 mai 1930 et territoires classés de la réserve naturelle François-Le-Bail situés sur l'île de Groix, ainsi que port Tudy, port Lay et port Mélite.	Commune de Groix.	100 %
Espaces terrestres et marins classés au titre de la loi du 2 mai 1930 et terrains du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres situés sur Belle-Ile, ainsi que le port du Palais et le port de Sauzon.	District de Belle-Ile-en-Mer. Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.	80 % 20 %
Espaces terrestres et marins classés au titre de la loi du 2 mai 1930 et terrains du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres situés sur l'île de Houat, ainsi que le port de Saint-Gildas.	Commune de Houat. Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.	80 % 20 %

LISTE DES ESPACES PROTÉGÉS ET DES PORTS LES DESSERVANT exclusivement ou principalement	PERSONNES PUBLIQUES BÉNÉFICIAIRES du produit net de la taxe	PART DU PRODUIT net de la taxe revenant à chaque personne publique
Espaces terrestres et marins classés au titre de la loi du 2 mai 1930 et terrains du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres situés sur l'île d'Hoëdic, ainsi que le port de l'île d'Hoëdic.	Commune de Hoëdic. Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.	60 % 40 %
Espaces terrestres et marins classés au titre de la loi du 2 mai 1930 et terrains du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres situés sur l'île d'Aix, ainsi que le port de la Rade.	Commune de l'île d'Aix. Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.	80 % 20 %

Art. 2. – Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme, le ministre de l'économie et des finances, le ministre de l'environnement, le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation et le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 juin 1996.

ALAIN JUPPÉ

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'environnement,

CORINNE LEPAGE

*Le ministre de l'équipement, du logement,
des transports et du tourisme,*

BERNARD PONS

Le ministre de l'économie et des finances,

JEAN ARTHUIS

*Le ministre de la fonction publique,
de la réforme de l'Etat et de la décentralisation,*

DOMINIQUE PERBEN

*Le ministre délégué au budget,
porte-parole du Gouvernement,*

ALAIN LAMASSOURE

**Arrêté du 3 juin 1996 portant agrément
de l'association Mountain Wilderness**

NOR : ENVG9650197A

Le ministre de l'environnement,

Vu le code rural, notamment ses articles L. 252 et R. 252 ;

Vu la demande présentée le 27 novembre 1995, par l'association Mountain Wilderness en vue d'obtenir l'agrément au titre de

l'article L. 252-1 du code rural dans un cadre géographique inter-départemental hors les limites d'une région ;

Vu les avis du préfet de l'Isère et du procureur général près la cour d'appel de Grenoble respectivement en date des 6 décembre 1995 et 2 janvier 1996 ;

Considérant que l'association Mountain Wilderness dont le siège social est situé 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, remplit les conditions mentionnées à l'article R. 252-2 du code rural,

Arrête :

Art. 1^{er}. – L'association Mountain Wilderness est agréée au titre de l'article L. 252-1 du code rural dans le cadre des dix-sept départements suivants :

Alpes-de-Haute-Provence, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes ;
Ardèche, Isère, Savoie, Haute-Savoie ;
Cantal, Puy-de-Dôme ;
Haute-Garonne, Hautes-Pyrénées ;
Pyrénées-Atlantiques ;
Pyrénées-Orientales ;
Vosges ;
Jura ;
Corse-du-Sud, Haute-Corse.

Art. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 juin 1996.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur général de l'administration
et du développement,*
M. PAPPALARDO

**MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DE LA POSTE
ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS**

**Arrêtés du 6 juin 1996 autorisant la chambre de commerce
et d'industrie du Var à recourir à l'emprunt**

NOR : INDZ9600430A

Le ministre de l'industrie, de la poste et des télécommunications et le ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat,

Vu la loi du 9 avril 1898 modifiée sur les chambres de commerce et d'industrie ;

Vu la délibération de la chambre de commerce et d'industrie du Var en date du 30 juin 1994 ;

Vu l'avis du ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme en date du 29 avril 1996,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – La chambre de commerce et d'industrie du Var est autorisée à contracter un emprunt de 25 000 000 F dont l'objet est le programme d'extension de l'aérogare de Toulon-Hyères-Le Palyvestre (tranche 1996).

L'amortissement de cet emprunt, qui pourra être remboursé par anticipation, s'effectuera dans un délai maximum de vingt ans.

Le service d'intérêt et d'amortissement de cet emprunt sera couvert par les recettes du service géré.

Art. 2. – Le sous-directeur des chambres de commerce et d'industrie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 juin 1996.

*Le ministre de l'industrie, de la poste
et des télécommunications,*

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur
de l'action régionale

et de la petite et moyenne industrie :

L'ingénieur en chef des mines,

J.-M. BIREN